



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°32-2021-054

PUBLIÉ LE 30 MARS 2021

Sommaire

DDCSPP /

32-2021-03-26-00005 - Arrêté déterminant un périmètre réglementé suite à une déclaration d'infection d'influenza aviaire hautement pathogène (24 pages) Page 3

Préfecture du Gers / Direction de la citoyenneté et de la légalité

32-2021-03-26-00004 - Convention de délégation de gestion en matière de main étrangère saisonnier Plate forme Vaucluse (3 pages) Page 28

Secrétariat général commun départemental / Bureau des relations avec les usagers

32-2021-03-30-00004 - Arrêté portant délégation de signature à M. Stéphane GUIGUET, directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Gers (6 pages) Page 32

32-2021-03-30-00003 - Arrêté portant désignation de Monsieur Christophe BOUILLY directeur départemental des territoires du Gers par intérim (2 pages) Page 39

32-2021-03-30-00002 - Arrêté portant organisation de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Gers (5 pages) Page 42

DDCSPP

32-2021-03-26-00005

Arrêté déterminant un périmètre réglementé
suite à une déclaration d'infection d'influenza
aviaire hautement pathogène



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations**
Service vétérinaire - Santé et Protection des Productions
Animales

**ARRÊTÉ N°
DÉTERMINANT UN PÉRIMÈTRE RÉGLEMENTÉ SUITE À UNE DÉCLARATION
D'INFECTION D'INFLUENZA AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGÈNE**

Le Préfet du Gers
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;
- VU** le règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;
- VU** la Directive 2005/94/CE du Conseil du 20 décembre 2005 concernant des mesures communautaires de lutte contre l'influenza aviaire et abrogeant la directive 92/40/CEE.
- VU** la Décision 2006/437/CE de la Commission du 4 août 2006 portant approbation d'un manuel de diagnostic pour l'influenza aviaire conformément à la directive 2005/94/CE.
- VU** le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L221-1 à L221-9, L223-1 à L223-8, R223-3 à R223-12, D223-22-2 à D223-22-17
- VU** le code de l'environnement, notamment l'article R424-3,
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Xavier BRUNETIERE, en qualité de préfet du Gers ;
- VU** l'arrêté du 30 mars 2001 modifié fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus et des produits détruits sur ordre de l'administration ;
- VU** l'arrêté du 10 septembre 2001 modifié fixant des mesures financières relatives à la lutte contre l'influenza aviaire: maladie de Newcastle et influenza aviaire ;
- VU** l'arrêté du 14 octobre 2005 fixant les règles générales de police sanitaire relatives aux produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

- VU** l'arrêté ministériel modifié du 18 janvier 2008 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l'influenza aviaire.
- VU** l'arrêté ministériel du 8 février 2016 modifié relatif aux mesures de biosécurité applicables dans les exploitations de volailles et d'autres oiseaux captifs dans le cadre de la prévention contre l'influenza aviaire ;
- VU** l'arrêté ministériel du 14 septembre 2016 déterminant des dispositions de lutte transitoires contre l'influenza aviaire hautement pathogène ;
- VU** l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2018 modifié relatif aux mesures de propagation des maladies animales via le transport par véhicule routier d'oiseaux vivants.
- VU** l'arrêté ministériel du 16 novembre 2020 qualifiant le niveau de risque influenza aviaire hautement pathogène ;
- VU** l'arrêté Ministériel du 11 janvier 2021 définissant les zones géographiques dans lesquelles un abattage préventif est ordonné en application de l'arrêté du 4 janvier 2017 relatif aux mesures techniques et financières pour la maîtrise de l'épizootie d'influenza aviaire due au virus H5N8 dans certains départements,
- VU** l'arrêté de Monsieur le Premier Ministre en date du 18 août 2017 nommant Monsieur Stéphane GUIGUET directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations du Gers à compter du 1^{er} septembre 2017 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-07-002 du 07 janvier 2021 portant délégation de signature à Monsieur Stéphane GUIGUET, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°32-2021-01-21-002 du 21 janvier 2021 du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations portant subdélégation de signature ;
- VU** le schéma départemental de gestion cynégétique ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°32-2020-05-25-007 du 25 mai 2020 modifié concernant l'ouverture et la clôture de la chasse pour la campagne 2020/2021 dans le département du Gers ;
- VU** l'arrêté préfectoral N° 32-2021-01-20-002 du 20 janvier 2021 prononçant la suspension de la chasse au gibier à plumes dans les zones concernées par les mesures de contrôle temporaire, de

surveillance et de protection liées à l'épizootie d'influenza aviaire hautement pathogène ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2020 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de LABATHUT RIVIERE dans les Hautes Pyrénées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-07-008 du 7 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de SAINTE CHRISTIE D'ARMAGNAC ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-11-006 du 11 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de SAINTE CHRISTIE D'ARMAGNAC ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-11-012 du 11 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de MONTREAL ;

VU l'arrêté préfectoral n°32-2021-01-10-008 du 10 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de BARCELONE DU GERS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-11-005 du 11 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de LAUJUZAN ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-11-07 du 11 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de SALLES D'ARMAGNAC ;

VU l'arrêté préfectoral n°32-2021-01-13-004 du 13 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de LE HOUGA ;

VU l'arrêté préfectoral n°32-2021-01-13-009 du 13 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de MANCIET ;

VU l'arrêté préfectoral n°32-2021-01-13-010 du 13 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de MANCIET ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDCSPP/SPAE/2021-0140 du 9 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de MONTEGUT (40) ;

VU l'arrêté préfectoral n°32-2021-01-14-005 du 14 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de AYZIEU ;

VU l'arrêté préfectoral n°32-2021-01-14-006 du 14 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de MAULEON D'ARMAGNAC;

VU l'arrêté préfectoral n°32-2021-01-14-008 du 14 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de CASTELNAU D'AUZAN ;

VU l'arrêté préfectoral n°32-2021-01-14-001 du 14 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de volailles sur la commune de SAINTE CHRISTIE D'ARMAGNAC ;

VU l'arrêté préfectoral n°32-2021-01-14-002 du 14 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de CORNEILLAN ;

VU l'arrêté préfectoral n°32-2021-01-15-004 du 15 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de CASTELNAU D'AUZAN LABARRERE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-16-006 du 16 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de BARCELONNE DU GERS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-16-009 en date du 16 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de CASTEX D'ARMAGNAC ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-16-007 du 16 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de AYSIEU ;

- VU** l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-16-008 du 16 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de LANNE SOUBIRAN ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-16-005 du 16 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de SORBETS ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-16-003 du 16 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de LARROQUE SUR L'OSSE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-17-003 du 17 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de MONCLAR ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-17-002 du 17 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de CASTEX D'ARMAGNAC ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-22-003 du 22 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de MANCIET ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-22-002 du 22 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de BARCELONE DU GERS ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-22-004 du 22 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de TOUJOUSE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-24-005 du 24 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de AURENSAN ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-24-006 du 24 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de SEGOS ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-24-008 du 24 janvier 2021 portant déclaration d'infection

d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de SEGOS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-24-007 du 24 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de MONGUILHEM ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-24-004 du 24 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de MONGUILHEM ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-28-005 du 28 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de volailles sur la commune de SEGOS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-28-007 du 28 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de volailles sur la commune de SEGOS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-28-006 du 28 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de volailles sur la commune de AURENSAN ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-28-010 du 28 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans une basse-cour sur la commune de SAINTE-CHRISTIE-D'ARMAGNAC;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-28-014 du 28 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de SAINT-GRIEDE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-28-012 du 28 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de TARSAC ;

VU l'arrêté préfectoral n° 65-2021-SPA-E-020 du 28 janvier 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de PUYDARRIEUX dans les Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-01-002 du 1^{er} février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de volailles sur la commune de

CORNEILLAN ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-01-007 du 1^{er} février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de DEMU ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-02-002 du 02 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de CASTELNAU-D'AUZAN-LABARRERE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-02-001 du 02 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de CASTELNAU-D'AUZAN-LABARRERE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-02-003 du 02 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de CAZAUBON ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-03-002 du 03 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de CASTILLON DEBAT ;

VU l'arrêté préfectoral n° 65-2021-SPAE-027 du 02 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de LAMEAC dans le département des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-01-012 du 1^{er} février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de SAINT-MONT ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-16-001 du 15 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de SEGOS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-16-002 du 15 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de LE HOUGA ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-16-003 du 15 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de SEGOS ;

7/23

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-19-002 du 19 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de AUX-AUSSAT ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-22-002 du 22 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de TILLAC ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-22-003 du 22 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de BARS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-22-004 du 22 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de TRONCENS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-22-006 du 22 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de POUYLEBON ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-22-005 du 22 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de AUX-AUSSAT ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-23-007 du 23 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de LAGUIAN-MAZOUS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-24-006 du 24 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de AUX-AUSSAT ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-24-007 du 24 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de MONLEZUN ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-24-008 du 24 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de BARS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-25-009 du 25 février 2021 portant déclaration d'infection

d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de TILLAC;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-02-25-010 du 25 février 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de SAINTE-DODE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-03-01-003 du 01 mars 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de BARCUGNAN ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-03-01-001 du 01 mars 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de MONT-DE-MARRAST ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-03-01-002 du 01 mars 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de BEAUMARCHES ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-03-03-023 du 3 mars 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de volailles sur la commune de LAGUIAN-MAZOUS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-03-03-021 du 3 mars 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de BELLOC-SAINT-CLAMENS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-03-03-022 du 3 mars 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de BELLOC-SAINT-CLAMENS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-03-22-00003 du 22 mars 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de CASTELNAU-BARBARENS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2021-03-26-00001 du 26 mars 2021 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire hautement pathogène dans un élevage de canards sur la commune de EAUZE ;

VU l'arrêté préfectoral N°65-2021-01-29-002 du 29 janvier 2021 déterminant un périmètre réglementé suite à une déclaration d'infection d'influenza aviaire hautement pathogène dans le département des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté préfectoral N°652021-02-02-004 du 02 février 2021 déterminant un périmètre réglementé suite à une déclaration d'infection d'influenza aviaire hautement pathogène dans le département des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté préfectoral N° 32-2021-03-26-00002 du 26 mars 2021 déterminant un périmètre réglementé suite à une déclaration d'infection d'influenza aviaire hautement pathogène et les mesures applicables dans cette zone ;

CONSIDÉRANT l'avis de l'Agence Nationale Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail du 7 janvier 2021 relatif aux mesures de maîtrise de l'Influenza Aviaire dans la région du Sud Ouest.

CONSIDÉRANT l'avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail en date du 26 février 2021 relatif à « la possibilité de levée de la zone tampon mise en place dans le Sud-Ouest » ;

CONSIDÉRANT la situation très évolutive de l'épizootie d'influenza aviaire hautement pathogène démontrant une circulation active du virus dans le département du Gers.

CONSIDÉRANT la nécessité de prendre de nouvelles mesures de lutte.

SUR PROPOSITION du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Définitions

Sans préjudice des règles applicables aux mesures de gestion en cas de détection d'une suspicion de foyer d'influenza aviaire hautement pathogène, une zone réglementée est définie dans le département du Gers. Elle comprend :

- des zones de protection,
- des zones de surveillance,
- des zones de surveillance renforcée.

La liste de tout ou partie des communes concernées est fixée en annexe.

Pour ces communes, la situation est considérée comme « stabilisée » lorsque le dernier foyer de la zone a été abattu depuis plus de 21 jours et qu'il n'y a pas de suspicion en cours; à défaut elle est considérée comme « évolutive ». La situation de chaque commune est précisée en annexe.

Les mesures applicables aux mouvements dans les communes en zone évolutive peuvent être plus restrictives pour tenir compte du risque de diffusion du virus.

Dans cette zone réglementée, l'ensemble de communes issues d'une zone de protection coalescente entre les départements du Gers, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques, est défini comme une zone dite « coalescente ». Les communes appartenant à cette zone coalescente sont précisées en annexe.

Cette liste de communes et leurs statuts sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'évolution de la situation sanitaire.

Article 2 : Mesures applicables dans la zone réglementée

Dans la zone réglementée, les dispositions suivantes sont appliquées :

1° Les responsables d'exploitation commerciale détenant des oiseaux se déclarent auprès de la Direction départementale en charge de la protection des populations en mentionnant les effectifs des différentes espèces. Un suivi régulier et contrôle des registres est effectué par la direction départementale en charge de la protection des populations.

2° Les détenteurs d'exploitations non commerciales de volailles se déclarent auprès des mairies ou sur Internet via la procédure suivante :

<http://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/>.

3° Les lieux de détention de volailles font l'objet de visites par un vétérinaire sanitaire à la demande de la direction départementale [de la cohésion sociale et] de la protection des populations pour contrôler l'état sanitaire des animaux par l'examen clinique, la vérification des informations du registre d'élevage et le cas échéant, la réalisation de prélèvements pour analyse de laboratoire.

4° Toute apparition de signes cliniques évocateurs d'influenza aviaire ou toute augmentation de la mortalité ainsi que toute baisse importante dans les données de production sont immédiatement signalées à la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations par les responsables des exploitations qu'elles soient de nature commerciale ou non.

5° Tous les détenteurs d'oiseaux mettent en œuvre les mesures de biosécurité adaptées pour prévenir le risque de diffusion de la maladie, en particulier via le contact avec les oiseaux sauvages, en protégeant l'accès à l'alimentation, à l'abreuvement, aux silos et stockage d'aliments et le maintien des oiseaux en bâtiment ou la réduction de surface des parcours, sans préjudice d'autres-dispositions réglementaires en vigueur .

Les cadavres qui ne pourraient être éliminés dans les meilleurs délais sont stockés dans des containers étanches.

6° L'accès aux exploitations commerciales est limité aux personnes autorisées. Ces personnes mettent en œuvre les mesures de biosécurité individuelles visant à limiter le risque de diffuser la maladie, notamment par l'utilisation de vêtements de protection à usage unique ou le changement de tenue vestimentaire et le nettoyage des bottes et, en cas de visite d'une exploitation suspecte, la prise de précautions supplémentaires telles que douche. Les exploitations tiennent un registre de toutes les personnes qui pénètrent sur le site de l'exploitation.

7° Le nettoyage et la désinfection des véhicules sont effectués, sous la responsabilité du responsable de l'établissement concerné, à l'entrée et à la sortie de tous les établissements en lien avec l'élevage avicole tels que les élevages, les couvoirs, les abattoirs, les entrepôts, les usines de fabrication d'aliments pour animaux, les usines de sous-produits animaux ou les centres d'emballage d'œufs, ainsi que tout intervenant en élevage de volailles (vétérinaire, technicien, ramasseurs...).

Les tournées impliquant des zones de statuts différents dans le périmètre réglementé sont à organiser en commençant de la périphérie vers le centre du périmètre réglementé.

Toute personne intervenant dans ces installations doit respecter les procédures de biosécurité adaptées à son activité.

Les transporteurs doivent respecter l'intégralité des mesures de biosécurité liées à leur profession.

8° Les rassemblements d'oiseaux tels que les foires, marchés et les expositions sont interdits.

9° Les lâchers de gibiers à plumes sont interdits.

10° Le transport et l'épandage des fumiers et du lisier provenant de volailles ou gibier à plume est interdit. Par dérogation, sous réserve de la mise en œuvre, sur l'exploitation, de procédés assainissant préalables, de l'utilisation de dispositifs d'épandage ne produisant pas d'aérosols, et d'un enfouissement immédiat :

- les épandages des fumiers et du lisier des élevages commerciaux situés en zones stabilisées peuvent être réalisés dans le périmètre réglementé
- Les épandages des fumiers et du lisier des élevages commerciaux situés en zones non stabilisées peuvent être autorisés dans le périmètre réglementé, par la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations.

Article 3 : Mesures applicables en matière de mouvements d'animaux et d'œufs dans le périmètre réglementé

L'introduction ou la sortie, les mouvements ou le transport et la mise en place de volailles et autres oiseaux captifs ainsi que des œufs, sont interdits au sein, à destination et en provenance du périmètre réglementé.

Par dérogation à ces interdictions, la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations peut autoriser les mouvements, dans les conditions décrites ci-

dessous, sous couvert d'un laissez-passer sanitaire délivré par la(les) DdecPP concernées, et sous réserve d'un transport sans rupture de charge.

a) Mouvements de volailles pour abattage :

Sous réserve de respecter les mesures renforcées de biosécurité sur les véhicules et leurs conducteurs, de volailles, les mouvements suivants peuvent être autorisés :

- vers un abattoir agréé désigné situé sur le territoire national pour les volailles issues d'une zone stabilisée sous réserve d'une visite vétérinaire préalable pour contrôler l'état sanitaire des animaux par un examen clinique et vérifier des informations du registre d'élevage :
 - dans les 24h maximum avant le départ pour toute volaille galliforme, issue d'une zone de surveillance stabilisée. Pour les volailles galliformes, issues de zone de protection, 48h avant mouvement avec réalisation de prélèvements pour analyses virologiques et sous réserve de résultats favorable ;
 - dans les 48h maximum avant départ pour tout palmipède, avec réalisation de prélèvements pour analyses virologiques et sous réserve de résultats favorables ;
- vers un abattoir agréé situé en zone réglementée pour les volailles issues d'une zone évolutive, sous les mêmes conditions de visite vétérinaire voire de prélèvements et de biosécurité lors du transport. Les abattages de volailles provenant d'une zone évolutive doivent être regroupés et être effectués en fin de chaîne pour permettre un nettoyage désinfection renforcé de l'outil.
- vers un abattoir agréé situé en zone réglementée pour des animaux issus de la zone indemne sous réserve du respect d'un itinéraire dédié.

b) En zone évolutive, mouvements de volailles pour abattage préventif ordonné par l'État

c) Mouvements de mise en gavage de palmipèdes :

Sous réserve de respecter les mesures renforcées de biosécurité sur les véhicules et leurs conducteurs, les mouvements suivants peuvent être autorisés en respectant un itinéraire validé :

Les palmipèdes issus d'élevages situés en zone réglementée stabilisée peuvent être dirigés vers un atelier de gavage, préalablement nettoyé et désinfecté, situé au sein de la zone de surveillance sous réserve d'une visite vétérinaire 48h maximum avant le départ pour contrôler l'état sanitaire des animaux par un examen clinique, de résultats favorables des analyses virologiques pratiquées sur les prélèvements réalisés lors de cette visite sanitaire et vérifier des informations du registre d'élevage. Ces mouvements ne peuvent cependant pas s'appliquer à destination d'un atelier situé dans une commune de la zone coalescente ou dans les communes ayant fait l'objet d'un abattage préventif sur ordre de l'administration.

Les palmipèdes issus d'une commune en zone de surveillance évolutive peuvent être mis en gavage, dans un atelier situé dans une commune d'une zone de surveillance quand elle n'a pas

fait l'objet d'un dépeuplement préventif, sous les mêmes conditions de nettoyage-désinfection, de visite vétérinaire et de prélèvements.

d) Mouvements de poussins d'un jour provenant d'une zone réglementée :

Les poussins d'un jour, galliformes et palmipèdes, provenant de couvoirs et de parquets situés en zone réglementée peuvent être transférés en transport dédié vers une exploitation située sur le territoire national en zone indemne, sous réserve :

- de la mise en œuvre de mesures de biosécurité appropriées lors du transport et dans l'exploitation de destination ;

- du placement de l'exploitation de destination sous surveillance officielle d'une durée minimale de 21 jours durant laquelle les volailles ne peuvent quitter l'élevage et à l'issue de laquelle sera réalisée une visite vétérinaire pour contrôler l'état sanitaire des animaux par un examen clinique et vérifier des informations du registre d'élevage, assortie, s'il s'agit de canetons, de prélèvements pour analyses virologiques.

e) Remise en place de volailles galliformes et palmipèdes

La direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations peut autoriser la remise en place :

- de volailles galliformes provenant de l'ensemble du territoire national hors zone évolutive, à compter de la date de publication du présent arrêté, dans les élevages de volailles de galliformes spécialisés ou ne comportant que des galliformes depuis au moins 60 jours, situés en zone de surveillance stabilisée ou en zone de surveillance renforcée ;
- de palmipèdes provenant de l'ensemble du territoire national hors zone évolutive, dans des élevages situés en zone de surveillance renforcée, au plus tôt le 15 mai 2021, après une période de 4 semaines qui débute lorsque la totalité des opérations de nettoyage-désinfection de 1^{er} niveau (ND1) des élevages foyers de la zone coalescente a été réalisée et que l'intégralité de la zone coalescente est passée en zone de surveillance renforcée.

Les demandes de remise en place sont adressées à la Direction départementale chargée de la protection des populations au moins 15 jours avant l'arrivée des animaux. Les informations transmises comprennent:

- le nom et les coordonnées de l'éleveur,
- la date prévue de mise en place
- la catégorie d'animaux concernés ;
- le nombre d'animaux ;
- le numéro d'INUAV de l'atelier ;
- la surface du bâtiment ;
- la densité attendue des animaux ;

- l'origine des animaux ;
- pour les remises en place de galliformes : une attestation sur l'honneur indiquant l'absence de palmipèdes depuis plus de 60 jours ;
- l'engagement à transmettre le résultat de la visite clinique réalisée 21 jours après l'arrivée des animaux ;

- la certification de conformité de l'élevage vis-à-vis de la biosécurité : soit un rapport d'inspection de la direction départementale en charge de la protection des populations, soit un compte-rendu du diagnostic biosécurité réalisé par le vétérinaire sanitaire, le technicien de l'organisme de production ou de la chambre d'agriculture ou du GDS (groupement de défense sanitaire), datant de moins de 6 mois.

L'autorisation ne peut être accordée que pour des mises en place de lots d'une taille adaptée à la capacité de maintien des animaux en bâtiments fermés jusqu'à la levée de la zone réglementée et sous réserve de la conformité de l'établissement à la réglementation relative à la biosécurité.

L'autorisation vaut laissez-passer sanitaire.

La remise en place de volailles démarrées provenant de zone de surveillance stabilisée est conditionnée à la réalisation d'une visite vétérinaire 48h maximum avant le départ pour contrôler l'état sanitaire des animaux par un examen clinique, de résultats favorables des analyses virologiques pratiquées sur les prélèvements réalisés lors de cette visite sanitaire (minimum de 60 volailles de chaque unité de production destinée au mouvement) et vérifier des informations du registre d'élevage .

Silence gardé de la direction départementale en charge de la protection des populations dans les 8 jours ouvrés suivant la date de réception de la demande de mise en place de volailles galliformes vaut autorisation.

Une visite clinique est réalisée 21 jours après la mise en place des animaux à la charge de l'opérateur. En cas de constat de signes cliniques, des prélèvements pour analyse virologique sont réalisés (écouvillons oro-pharyngés et cloacaux sur 20 animaux).

f) Mouvements d'œufs à couvrir

Les œufs à couvrir provenant de parquets de reproducteurs situés en zone réglementée stabilisée peuvent être transférés en transport dédié vers un établissement d'accoupage ayant fait l'objet d'un audit biosécurité préalable situé sur le territoire national uniquement, à l'intérieur ou à l'extérieur de la zone réglementée, sous réserve de la mise en œuvre de mesures de biosécurité pour les personnes et les véhicules, et de la désinfection des œufs et de leur emballage à la sortie de l'établissement.

Dans le cas des œufs à couvrir issus d'un parquet de reproducteurs situé dans la zone de protection, les reproducteurs doivent être soumis, tous les 15 jours, à une visite vétérinaire et les résultats des analyses virologiques et sérologiques pratiquées sur les prélèvements effectués lors de ces visites doivent être favorables.

Les œufs à couver issus de parquets de reproducteurs situés en zone indemne peuvent être transférés vers un couvoir situé en zone réglementée stabilisée.

g) Mouvements d'œufs de consommation

La direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations peut autoriser sous couvert d'un protocole validé, le mouvement d'œufs de consommation issus d'exploitations situées en zone réglementée stabilisée vers un centre d'emballage d'œufs ou un établissement d'ovoproduits du territoire national, dans les conditions suivantes :

- visite par un vétérinaire sanitaire préalable pour établir un état des lieux de mesures de biosécurité mises en place ;
- utilisation d'un emballage à usage unique ou apte au nettoyage et à la désinfection ;
- transport sans rupture de charge.

Pour les exploitations de moins de 250 poules pondeuses, peuvent être autorisées les activités suivantes :

- fabrication possible sur place de produits à base d'œufs avec traitement thermique assainissant ;
- vente directe au consommateur final d'œufs avec marquage obligatoire avec le code producteur, sur des marchés locaux ou dans des lieux extérieurs à l'élevage, situés dans le périmètre réglementé.

Les œufs de consommation issus d'un élevage en zone évolutive ne peuvent être traités que dans un centre d'emballage d'œufs ou un établissement d'ovoproduits situé en zone réglementée selon les mêmes conditions.

Les œufs de consommation issus d'un élevage en zone indemne peuvent être introduits dans un centre d'emballage d'œufs ou de fabrication d'ovoproduits situés dans le périmètre réglementé, sous réserve d'un protocole validé par la (les) DDecPP concernée(s) visant à respecter les mesures de biosécurité des personnes et en matière de transport.

h) Mouvements de poulettes:

Les mouvements de poulettes futures pondeuses issues d'élevages situés en zone de surveillance stabilisée ou en zone de surveillance renforcée, vers des élevages ne détenant pas d'autres volailles et situés sur le territoire national hors zone de protection stabilisée et hors zone évolutive, peuvent être autorisés par la(les) direction(s) départementale(s) en charge de la protection des populations concernée(s), sous réserve du respect des conditions suivantes :

- réalisation d'une visite vétérinaire avec contrôle sérologiques et virologiques favorables réalisés 48h avant le départ des animaux ;
- mise sous surveillance pendant 21 jours de l'exploitation de destination avec contrôle virologique.

i) Corridors sanitaires :

Il est instauré un corridor sanitaire pour le transport de volailles vivantes en provenance de zones réglementées évolutives. Les véhicules assurant le transport de volailles vivantes en provenance d'une zone réglementée évolutive et devant traverser une zone indemne pour rejoindre une autre zone réglementée empruntent impérativement, sans rupture de charge, la D626 entre les communes d'Auch et Pessan et la N21 entre les communes d'Auch et Miramont d'Astarac.

Il est instauré un corridor sanitaire pour le transport de volailles vivantes transitant par une zone évolutive. Les véhicules assurant le transport de volailles vivantes depuis une zone indemne vers une zone indemne et traversant une zone évolutive empruntent impérativement, sans rupture de charge, la N124 entre les communes d'Auch et Montferran-Savès.

Article 4 : Levée des zones

1. La levée d'une zone de protection peut intervenir au plus tôt 21 jours après la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone et après la réalisation des visites dans les exploitations (exploitations commerciales et échantillonnage des basses cours) détenant des oiseaux permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d'influenza aviaire dans la zone.

Après la levée de la zone de protection, les communes passent en zone de surveillance.

Pour les communes appartenant à la zone coalescente, celles-ci sont placées en zone de surveillance renforcée.

2. La levée d'une zone de surveillance peut intervenir au plus tôt 30 jours après la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone et après la réalisation de visites, avec résultats favorables, parmi les exploitations détenant des oiseaux de la zone permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d'influenza aviaire dans la zone.

Pour la zone de surveillance liée à la zone coalescente, la levée est réalisée sous les conditions ci-dessus, après la levée de la totalité de la zone de protection coalescente.

Pour une zone de surveillance non coalescente, la levée est réalisée après une période de 4 semaines qui débute à la levée de la zone de protection correspondante et après la réalisation de la totalité des opérations de nettoyage-désinfection de 1^{er} niveau (ND1) des élevages foyer de cette zone.

3. La levée de la zone de surveillance renforcée peut intervenir, qu'après une période minimale de 2 mois qui débute à la levée de la zone de protection coalescente et après la réalisation de la totalité des opérations de nettoyage-désinfection de 1^{er} niveau (ND1) des élevages foyers de cette zone, sous réserve de résultats favorables des surveillances des élevages repeuplés.

Article 5 : Annulation

Le présent arrêté préfectoral annule et remplace l'arrêté préfectoral n°32-2021-03-26-00002 en date du 26 mars 2021.

Article 6 : Délai et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois suivant sa notification, d'un recours gracieux auprès du préfet, d'un recours hiérarchique auprès du ministère en charge de l'agriculture ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau via le site www.telerecours.fr. Les recours gracieux ou hiérarchique prolongent le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite. Aucune de ces voies de recours ne suspend l'application de la présente décision.

Article 7 : Dispositions pénales

Le non-respect des dispositions du présent arrêté constituent des infractions définies et réprimées par les articles R228-1 à R228-10 du code rural et de la pêche maritime.

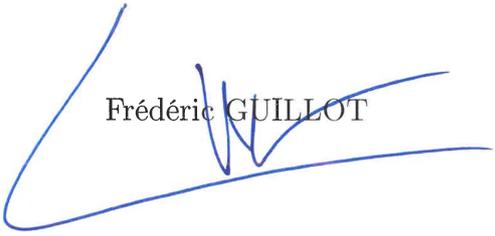
Article 8 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, les maires des communes concernées, les vétérinaires sanitaires des exploitations concernées, le colonel du groupement de gendarmerie, sont responsables, chacun en ce qui concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État.

Auch, le 26 mars 2021

Le Directeur Départemental adjoint
de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations

Frédéric GUILLOT



Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé au préfet du Gers (Direction Départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations – Service santé et protection des productions animales – Cité administrative – Place de l'ancien foirail – 32020 AUCH CEDEX 9)
- un recours hiérarchique, adressé à : M. le Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.
- un recours contentieux, adressé au tribunal administratif de Pau.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^e mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique). Le dépôt du recours contentieux peut se faire par envoi sur papier, dépôt sur place à l'adresse Tribunal administratif de Pau – Cours Lyautey – 64000 PAU ou par voie électronique sur le site www.telerecours.fr.

ANNEXE 1 – LISTE DES COMMUNES SITUÉES EN ZONE RÉGLEMENTÉES

INSEE	COMMUNE	ZONE DE PROTECTION DE SURVEILLANCE OU SURVEILLANCE RENFORCEE	SITUATION EVOLUTIVE OU STABILISEE	ZONE COALESCENTE
32001	AIGNAN	ZS	STABILISEE	SO
32004	ARBLADE-LE-BAS	ZP	STABILISEE	OUI
32005	ARBLADE-LE-HAUT	ZP	STABILISEE	OUI
32008	ARMENTIEUX	ZS	STABILISEE	SO
32009	ARMOUS-ET-CAU	ZS	STABILISEE	SO
32012	AUBIET	ZS	EVOLUTIVE	SO
32015	AUJAN-MOURNEDE	ZS	STABILISEE	SO
32017	AURENSAN	ZP	STABILISEE	OUI
32018	AURIMONT	ZS	EVOLUTIVE	SO
32019	AUTERIVE	ZS	EVOLUTIVE	SO
32020	AUX-AUSSAT	ZP	STABILISEE	NON
32022	AVERON-BERGELLE	ZS	EVOLUTIVE	SO
32025	AYZIEU	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32027	BARCELONNE-DU-GERS	ZP	STABILISEE	OUI
32028	BARCUGNAN	ZP	STABILISEE	NON
32030	BARS	ZP	STABILISEE	NON
32031	BASCOUS	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32032	BASSOUES	ZS	STABILISEE	SO
32033	BAZIAN	ZS	STABILISEE	SO
32034	BAZUGUES	ZP	STABILISEE	NON
32035	BEAUCAIRE	ZS	STABILISEE	SO
32036	BEAUMARCHES	ZP	STABILISEE	NON
32037	BEAUMONT	ZP	STABILISEE	OUI
32039	BECCAS	ZS	STABILISEE	SO
32040	BEDECHAN	ZP	EVOLUTIVE	NON
32042	BELLOC-SAINT-CLAMENS	ZP	STABILISEE	NON
32043	BELMONT	ZS	STABILISEE	SO
32044	BERAUT	ZS	STABILISEE	SO
32045	BERDOUES	ZP	STABILISEE	NON
32046	BERNEDE	ZP	STABILISEE	OUI
32049	BETOUS	ZP	STABILISEE	OUI
32050	BETPLAN	ZS	STABILISEE	SO
32051	BEZERIL	ZS	EVOLUTIVE	SO
32052	BEZOLLES	ZS	STABILISEE	SO
32058	BLOUSSON-SERIAN	ZP	STABILISEE	NON
32061	BOULAU	ZP	EVOLUTIVE	NON
32062	BOURROUILLAN	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32063	BOUZON-GELLENAVE	ZP	STABILISEE	OUI
32064	BRETAGNE-D'ARMAGNAC	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32070	CAHUZAC-SUR-ADOUR	ZS	STABILISEE	SO
32071	CAILLAVET	ZS	STABILISEE	SO
32072	CALLIAN	ZS	STABILISEE	SO
32073	CAMPAGNE-D'ARMAGNAC	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32075	CASSAIGNE	ZS	STABILISEE	SO
32076	CASTELNAU-BARBARENS	ZP	EVOLUTIVE	NON
32077	CASTELNAU-D'ANGLES	ZS	STABILISEE	SO
32079	CASTELNAU D'AUZAN LABARRERE	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32081	CASTELNAVET	ZS	STABILISEE	SO
32086	CASTEX	ZS	STABILISEE	SO
32087	CASTEX-D'ARMAGNAC	ZP	STABILISEE	OUI

INSEE	COMMUNE	ZONE DE PROTECTION DE SURVEILLANCE OU SURVEILLANCE RENFORCEE	SITUATION EVOLUTIVE OU STABILISEE	ZONE COALESCENTE
32088	CASTILLON-DEBATS	ZP	STABILISEE	OUI
32093	CAUMONT	ZP	STABILISEE	OUI
32094	CAUPENNE-D'ARMAGNAC	ZP	STABILISEE	OUI
32095	CAUSSENS	ZS	STABILISEE	SO
32096	CAZAUBON	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32097	CAZAUX-D'ANGLES	ZS	STABILISEE	SO
32099	CAZAUX-VILLECOMTAL	ZS	STABILISEE	SO
32100	CAZENEUVE	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32104	CLERMONT-POUYGUILLES	ZS	STABILISEE	SO
32107	CONDOM	ZS	STABILISEE	SO
32108	CORNEILLAN	ZP	STABILISEE	OUI
32109	COULOUME-MONDEBAT	ZS	STABILISEE	SO
32110	COURRENSAN	ZS	STABILISEE	SO
32111	COURTIES	ZS	STABILISEE	SO
32113	CRAVENCERES	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32114	CUELAS	ZS	STABILISEE	SO
32115	DEMU	ZP	STABILISEE	OUI
32116	DUFFORT	ZS	STABILISEE	SO
32119	EAUZE	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32122	ESCLASSAN-LABASTIDE	ZS	STABILISEE	SO
32125	ESPAS	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32126	ESTAMPES	ZP	STABILISEE	NON
32127	ESTANG	ZP	STABILISEE	OUI
32128	ESTIPOUY	ZS	STABILISEE	SO
32130	FAGET-ABBATIAL	ZS	EVOLUTIVE	SO
32133	FOURCES	ZP	STABILISEE	OUI
32135	FUSTEROUAU	ZP	STABILISEE	OUI
32136	GALIAX	ZS	STABILISEE	SO
32144	GAZAX-ET-BACCARISSE	ZS	STABILISEE	SO
32145	GEE-RIVIERE	ZP	STABILISEE	OUI
32147	GIMONT	ZS	EVOLUTIVE	SO
32149	GONDRIN	ZS	STABILISEE	SO
32151	GOUX	ZS	STABILISEE	SO
32152	HAGET	ZS	STABILISEE	SO
32153	HAULIES	ZS	EVOLUTIVE	SO
32155	LE HOUGA	ZP	STABILISEE	OUI
32156	IDRAC-RESPAILLES	ZS	STABILISEE	SO
32157	L'ISLE-ARNE	ZS	EVOLUTIVE	SO
32159	L'ISLE-DE-NOE	ZS	STABILISEE	SO
32161	IZOTGES	ZS	STABILISEE	SO
32163	JU-BELLOC	ZS	STABILISEE	SO
32164	JUILLAC	ZS	STABILISEE	SO
32165	JUILLES	ZS	EVOLUTIVE	SO
32166	JUSTIAN	ZS	STABILISEE	SO
32167	LAAS	ZP	STABILISEE	NON
32169	LABARTHE	ZS	STABILISEE	SO
32170	LABARTHETE	ZP	STABILISEE	OUI
32172	LABEJAN	ZS	STABILISEE	SO
32174	LADEVEZE-RIVIERE	ZS	STABILISEE	SO
32175	LADEVEZE-VILLE	ZS	STABILISEE	SO

INSEE	COMMUNE	ZONE DE PROTECTION DE SURVEILLANCE OU SURVEILLANCE RENFORCEE	SITUATION EVOLUTIVE OU STABILISEE	ZONE COALESCENTE
32177	LAGARDE-HACHAN	ZS	STABILISEE	SO
32178	LAGARDERE	ZS	STABILISEE	SO
32180	LAGRAULET-DU-GERS	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32181	LAGUIAN-MAZOUS	ZP	STABILISEE	NON
32182	LAHAS	ZS	EVOLUTIVE	SO
32187	LAMAZERE	ZS	STABILISEE	SO
32189	LANNEMAIGNAN	ZP	STABILISEE	OUI
32190	LANNEPAX	ZS	EVOLUTIVE	SO
32191	LANNE-SOUBIRAN	ZP	STABILISEE	OUI
32192	LANNUX	ZP	STABILISEE	OUI
32193	LAREE	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32194	LARRESSINGLE	ZS	STABILISEE	SO
32197	LARROQUE-SUR-L'OSSE	ZP	STABILISEE	OUI
32198	LARTIGUE	ZS	EVOLUTIVE	SO
32199	LASSERADE	ZS	STABILISEE	SO
32202	LAUJUZAN	ZP	STABILISEE	OUI
32203	LAURAET	ZP	STABILISEE	OUI
32205	LAVERAET	ZP	STABILISEE	NON
32209	LELIN-LAPUJOLLE	ZP	STABILISEE	OUI
32211	LIAS-D'ARMAGNAC	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32214	LOUBEDAT	ZS	STABILISEE	SO
32215	LOUBERSAN	ZS	STABILISEE	SO
32216	LOURTIES-MONBRUN	ZS	STABILISEE	SO
32217	LOUSLITGES	ZS	STABILISEE	SO
32218	LOUSSOUS-DEBAT	ZS	STABILISEE	SO
32219	LUPIAC	ZS	STABILISEE	SO
32220	LUPPE-VIOLLES	ZP	STABILISEE	OUI
32221	LUSSAN	ZS	EVOLUTIVE	SO
32222	MAGNAN	ZP	STABILISEE	OUI
32224	MAIGNAUT-TAUZIA	ZS	STABILISEE	SO
32225	MALABAT	ZS	STABILISEE	SO
32226	MANAS-BASTANOUS	ZP	STABILISEE	NON
32227	MANCIET	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32230	MANSENCOME	ZS	STABILISEE	SO
32231	MARAMBAT	ZS	STABILISEE	SO
32233	MARCIAC	ZP	STABILISEE	NON
32235	MARGOUEY-MEYMES	ZS	STABILISEE	SO
32236	MARGUESTAU	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32237	MARSAN	ZS	EVOLUTIVE	SO
32238	MARSEILLAN	ZP	STABILISEE	NON
32240	MASCARAS	ZS	STABILISEE	SO
32242	MASSEUBE	ZS	STABILISEE	SO
32243	MAULEON-D'ARMAGNAC	ZP	STABILISEE	OUI
32244	MAULICHERES	ZP	STABILISEE	OUI
32245	MAUMUSSON-LAGUIAN	ZS	STABILISEE	SO
32246	MAUPAS	ZP	STABILISEE	OUI
32252	MIELAN	ZP	STABILISEE	NON
32254	MIRAMONT-D'ASTARAC	ZS	STABILISEE	SO
32256	MIRANDE	ZS	STABILISEE	SO
32257	MIRANNES	ZS	STABILISEE	SO

INSEE	COMMUNE	ZONE DE PROTECTION DE SURVEILLANCE OU SURVEILLANCE RENFORCEE	SITUATION EVOLUTIVE OU STABILISEE	ZONE COALESCENTE
32263	MONCASSIN	ZP	STABILISEE	NON
32264	MONCLAR	ZP	STABILISEE	OUI
32265	MONCLAR-SUR-LOSSE	ZP	STABILISEE	NON
32270	MONGAUSY	ZS	EVOLUTIVE	SO
32271	MONGUILHEM	ZP	STABILISEE	OUI
32272	MONLAUR-BERNET	ZS	STABILISEE	SO
32273	MONLEZUN	ZP	STABILISEE	NON
32274	MONLEZUN-D'ARMAGNAC	ZP	STABILISEE	OUI
32275	MONPARDIAC	ZP	STABILISEE	NON
32277	MONTAMAT	ZS	EVOLUTIVE	SO
32278	MONTAUT	ZP	STABILISEE	NON
32281	MONT-DE-MARRAST	ZP	STABILISEE	NON
32282	MONTEGUT	ZS	EVOLUTIVE	SO
32283	MONTEGUT-ARROS	ZP	STABILISEE	NON
32285	MONTESQUIOU	ZS	STABILISEE	SO
32288	MONTIRON	ZS	EVOLUTIVE	SO
32290	MONTREAL	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32291	MORMES	ZP	STABILISEE	OUI
32292	MOUCHAN	ZS	STABILISEE	SO
32293	MOUCHES	ZS	STABILISEE	SO
32294	MOUREDE	ZS	STABILISEE	SO
32296	NOGARO	ZP	STABILISEE	OUI
32299	NOULENS	ZS	EVOLUTIVE	SO
32303	PALLANNE	ZP	STABILISEE	NON
32305	PANJAS	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32309	PELLEFIGUE	ZS	EVOLUTIVE	SO
32310	PERCHEDE	ZP	STABILISEE	OUI
32312	PESSAN	ZS	EVOLUTIVE	SO
32315	PEYRUSSE-GRANDE	ZS	STABILISEE	SO
32317	PEYRUSSE-VIEILLE	ZS	STABILISEE	SO
32319	PLAISANCE	ZS	STABILISEE	SO
32321	POLASTRON	ZS	EVOLUTIVE	SO
32323	PONSAMPERE	ZP	STABILISEE	NON
32324	PONSAN-SOUBIRAN	ZS	STABILISEE	SO
32325	POUYDRAGUIN	ZS	STABILISEE	SO
32326	POUYLEBON	ZP	STABILISEE	NON
32330	PRECHAC-SUR-ADOUR	ZS	STABILISEE	SO
32332	PRÉNERON	ZP	STABILISEE	OUI
32333	PROJAN	ZP	STABILISEE	OUI
32338	RAMOUZENS	ZS	EVOLUTIVE	SO
32340	REANS	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32342	RICOURT	ZP	STABILISEE	NON
32344	RISCLE	ZP	STABILISEE	OUI
32346	ROQUEBRUNE	ZS	STABILISEE	SO
32351	ROQUES	ZS	STABILISEE	SO
32352	ROZES	ZS	STABILISEE	SO
32354	SABAZAN	ZS	STABILISEE	SO
32355	SADEILLAN	ZP	STABILISEE	NON
32356	SAINT-ANDRE	ZS	EVOLUTIVE	SO
32360	SAINT-ARAILLES	ZS	STABILISEE	SO

INSEE	COMMUNE	ZONE DE PROTECTION DE SURVEILLANCE OU SURVEILLANCE RENFORCEE	SITUATION EVOLUTIVE OU STABILISEE	ZONE COALESCENTE
32361	SAINT-ARROMAN	ZS	STABILISEE	SO
32362	SAINT-AUNIX-LENGROS	ZS	STABILISEE	SO
32363	SAINTE-AURENCE-CAZAUX	ZP	STABILISEE	NON
32367	SAINT-CHRISTAUD	ZP	STABILISEE	NON
32369	SAINTE-CHRISTIE-D'ARMAGNAC	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32373	SAINT-DODE	ZP	STABILISEE	NON
32374	SAINT-ELIX	ZS	EVOLUTIVE	SO
32375	SAINT-ELIX-THEUX	ZP	STABILISEE	NON
32378	SAINT-GERME	ZP	STABILISEE	OUI
32380	SAINT-GRIEDE	ZP	STABILISEE	OUI
32382	SAINT-JEAN-POUTGE	ZS	STABILISEE	SO
32383	SAINT-JUSTIN	ZS	STABILISEE	SO
32389	SAINT-MARTIN	ZS	STABILISEE	SO
32390	SAINT-MARTIN-D'ARMAGNAC	ZP	STABILISEE	OUI
32392	SAINT-MARTIN-GIMOIS	ZS	EVOLUTIVE	SO
32393	SAINT-MAUR	ZP	STABILISEE	NON
32394	SAINT-MEDARD	ZP	STABILISEE	NON
32397	SAINT-MICHEL	ZP	STABILISEE	NON
32398	SAINT-MONT	ZP	STABILISEE	OUI
32401	SAINT-OST	ZS	STABILISEE	SO
32402	SAINT-PAUL-DE-BAISE	ZS	STABILISEE	SO
32403	SAINT-PIERRE-D'AUBEZIES	ZS	STABILISEE	SO
32407	SAINT-SOULAN	ZS	EVOLUTIVE	SO
32408	SALLES-D'ARMAGNAC	ZP	EVOLUTIVE	OUI
32409	SAMARAN	ZS	STABILISEE	SO
32412	SARAMON	ZS	EVOLUTIVE	SO
32414	SARRAGACHIES	ZP	STABILISEE	OUI
32415	SARRAGUZAN	ZS	STABILISEE	SO
32419	SAUVIAC	ZS	STABILISEE	SO
32422	SCIEURAC-ET-FLOURES	ZS	STABILISEE	SO
32423	SEAILLES	ZS	STABILISEE	SO
32424	SEGOS	ZP	STABILISEE	OUI
32426	SEISSAN	ZS	STABILISEE	SO
32427	SEMBOUES	ZS	STABILISEE	SO
32428	SEMEZIES-CACHAN	ZS	EVOLUTIVE	SO
32434	SION	ZP	STABILISEE	OUI
32437	SORBETS	ZP	STABILISEE	OUI
32439	TARSAC	ZP	STABILISEE	OUI
32440	TASQUE	ZS	STABILISEE	SO
32443	TERMES-D'ARMAGNAC	ZP	STABILISEE	OUI
32445	TIESTE-URAGNOUX	ZS	STABILISEE	SO
32446	TILLAC	ZP	STABILISEE	NON
32447	TIRENT-PONTEJAC	ZP	EVOLUTIVE	NON
32449	TOUJOUSE	ZP	STABILISEE	OUI
32450	TOURDUN	ZS	STABILISEE	SO
32454	TRAVERSERES	ZS	EVOLUTIVE	SO
32455	TRONCENS	ZP	STABILISEE	NON
32456	TUDELLE	ZS	STABILISEE	SO
32458	URGOSSE	ZP	STABILISEE	OUI
32459	VALENCE-SUR-BAISE	ZS	STABILISEE	SO
32460	VERGOIGNAN	ZP	STABILISEE	OUI
32461	VERLUS	ZP	STABILISEE	OUI
32462	VIC-FEZENSAC	ZP	STABILISEE	OUI
32463	VIELLA	ZS	STABILISEE	SO
32464	VILLECOMTAL-SUR-ARROS	ZP	STABILISEE	NON
32466	VIOZAN	ZS	STABILISEE	SO
32467	SAINT-CAPRAIS	ZP	EVOLUTIVE	NON

Préfecture du Gers

32-2021-03-26-00004

Convention de délégation de gestion en matière
de main étrangère saisonnier Plate forme
Vaucluse

**Convention de délégation de gestion
en matière de main d'œuvre étrangère saisonnière
(Plateforme MOE à compétence nationale)**

La présente délégation est conclue en application du décret n°2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat et dans le cadre des dispositions du code du travail et du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile relatives aux conditions de délivrance des autorisations de travail d'emplois saisonniers.

Entre le préfet du département du Gers désigné sous le terme "délégrant", d'une part,

et

le préfet du département de Vaucluse, désigné sous le terme de "déléataire", d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la délégation

En application de l'article 2 du décret du 14 octobre 2004 susvisé, le délégrant confie au déléataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation des prestations définies à l'article 2.

Le délégrant est responsable des actes dont il a confié la réalisation au déléataire.

La délégation de gestion porte sur l'instruction des demandes d'autorisation de travail saisonnier dans le département du Gers et sur les actes juridiques liés à la délivrance ou au refus de celles-ci.

Article 2 : Prestations accomplies par le déléataire

Le déléataire assure pour le compte du délégrant les actes suivants :

- il instruit les demandes d'autorisation de travail saisonnier qui lui sont transmises par voie dématérialisée ;
- il valide et communique par voie dématérialisée, l'autorisation de travail au demandeur ;
- lorsque la demande ne répond pas aux conditions prévues par la réglementation fixant les conditions de délivrance et de validité des autorisations de travail, il prend la décision de refus qu'il notifie par voie dématérialisée au demandeur ;
- il assure l'enregistrement et la sécurisation des autorisations de travail saisonnier.

Dispositions communes

- en cas de demande incomplète, il sollicite par le biais du SI-MOE auprès du demandeur, la transmission dématérialisée de pièces complémentaires ;

- lorsque la demande n'est pas recevable ou demeure incomplète malgré une demande de pièces complémentaires, il prend une décision de clôture ;
- le cas échéant, pour les besoins de l'instruction, il sollicite les informations nécessaires auprès des services d'inspection du travail ou le service du séjour ;
- il répond aux sollicitations des services d'inspection du travail et du service du séjour pour les demandes relatives à son domaine de compétence ;
- il saisit le préfet de département délégant pour les demandes qui nécessitent des mesures d'instruction particulières ou la conduite d'une procédure contradictoire en lien avec le référent fraude en cas de suspicion de fraude ;
- il statue sur cette demande, au regard des éléments communiqués par le préfet du département concerné ;
- il statue sur les recours gracieux et prépare les mémoires en défense des recours contentieux exercés contre une décision de refus prise pour le compte du délégant.

2. Le délégant signe les mémoires en défense et assure la représentation de l'Etat en défense en cas de recours contentieux exercé contre une décision de refus sur la base des éléments fournis par le délégataire.

Article 3 : Désignation des agents habilités à prendre les actes juridiques dans le cadre de la délégation de gestion

Outre le préfet du département de Vaucluse, sont habilités, au titre de leurs fonctions, à prendre les actes juridiques prévus au 1. de l'article 2, les agents relevant de la préfecture du département de Vaucluse :

- le secrétaire général de la préfecture du département de Vaucluse,
- le cas échéant, le directeur en charge de l'administration des étrangers,
- le chef de la plateforme MOE de Vaucluse,
- l'adjoint au chef de la plateforme MOE de Vaucluse,
- le ou les chefs de section de la plateforme MOE de Vaucluse,
- les agents dûment habilités pour instruire, valider ou refuser les demandes.

Article 4 : Obligations du délégataire

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations et à rendre compte régulièrement au délégant de son activité.

Il s'engage à fournir au délégant les informations demandées et à l'avertir sans délai en cas de difficultés.

Article 5 : Obligations du délégant

Le délégant s'engage à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

Article 6 : Modification du document

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, soumis à visa de l'administration centrale, dont un exemplaire sera transmis aux destinataires du présent document.

Article 7 : Durée, reconduction et résiliation du document

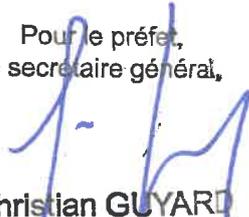
Cette convention prend effet après sa publication dans les recueils des actes administratifs des préfectures de département concernées. Elle abroge les conventions de délégation antérieures signées par le délégant en matière d'instruction des demandes d'autorisation de travail saisonnier.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures des départements de Vaucluse et du Gers.

Elle est établie pour une durée d'un an à compter de sa publication, et reconduite tacitement.

Fait le **26 MARS 2021**

Le préfet du département de Vaucluse
Délégué

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Christian GUYARD

Le préfet du département du Gers
Délégué

**XAVIER
BRUNETIERE
RE 1282079**
Signé numériquement par XAVIER BRUNETIERE
1282079
ND : C=FR, O=MINISTERE INTERIEUR,
OU=0002 110014016, OU=PERSONNES,
OID.0.9.2342.19200300.100.1.1=1282079,
G=XAVIER, SN=BRUNETIERE, CN=XAVIER
BRUNETIERE 1282079
Raison : J'approuve ce document avec ma
signature juridiquement valable
Emplacement : l'emplacement de votre signature
ici
Date : 24-03-2021 22:35:36
Foxit Reader Version: 10.0.0

Secrétariat général commun départemental

32-2021-03-30-00004

Arrêté portant délégation de signature à M.
Stéphane GUIGUET, directeur départemental de
l'emploi, du travail, des solidarités et de la
protection des populations du Gers

ARRÊTÉ

portant délégation de signature à M. Stéphane GUIGUET,
directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du
Gers

Le Préfet du Gers
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code rural ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de la consommation ;

VU le code du commerce ;

VU le code du travail ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée (notamment par l'article 132 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales) relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'action territoriale de la République ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret du 16 octobre 2019 nommant Mme Edwige DARRACQ, secrétaire générale de la préfecture du Gers ;

VU le décret du 29 juillet 2020 nommant M. Xavier BRUNETIERE, préfet du Gers ;

VU le décret n° 2020-150 du 14 août 2020 modifiant le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités, de la protection des populations ;

VU l'arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2016 portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'État ;

VU l'arrêté ministériel du 22 mars 2021 nommant M. Stéphane GUIGUET, directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Gers, à compter du 1^{er} avril 2021 ;

VU la circulaire du 28 mars 2017 du ministre de l'intérieur relative aux règles applicables en matière de délégation de signature des préfets ;

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : A compter du 1^{er} avril 2021, délégation de signature est donnée à M. Stéphane GUIGUET, directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Gers, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, tous actes, arrêtés, décisions ou correspondances relevant de sa direction :

- ◆ le Service Droits des Femmes, Égalité, Prévention des discriminations et de la radicalisation
- ◆ le Service Entreprises, Insertion, Emploi et Développement des Compétences et le pôle travail pour ce qui concerne les compétences préfectorales uniquement :

A – Les relations du travail	NATURE DU POUVOIR	RÉFÉRENCE RÉGLEMENTAIRE
1. CONSEILLERS DES SALARIÉS	Arrêté fixant la liste des conseillers des salariés	Articles L.1232-7 ; D. 1232-4 et 5 du CT
	Arrêté de radiation de la liste des conseillers des salariés	Article D. 1232-12 du CT
	Décision en matière de remboursement de frais de déplacement aux conseillers du salarié	Articles L.1232-11 ; D 1232-7 du CT
	Décision en matière de remboursement aux employeurs des salaires maintenus aux conseillers du salarié	Article L. 1232-11 du CT
2. REPOS DOMINICAL	Déroghations au repos dominical dans un établissement	Article L. 3132-20 du CT
3. SALAIRES	Décisions relatives au remboursement à l'employeur de l'allocation complémentaire servie aux salariés bénéficiant de la rémunération mensuelle minimale	Articles L 3232-7 et -8, R 3232-3et 4 du CT
	Décisions relatives au paiement direct aux salariés de l'allocation complémentaire servie aux salariés bénéficiant de la rémunération mensuelle minimale	Articles L 3232-7 et -8, R 3232-6 du CT
4. ENTREPRISES SOLIDAIRES D'UTILITÉ SOCIALE	Attribution, extension, renouvellement et retrait des agréments « entreprises solidaires »	Article L. 3332-17-1 du CT
5. MAIN D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE	Autorisations de travail et visa de conventions de stage	Articles R 5221-1, R 5221-2 et L. 5221-5, R. 5122-17, R 5221-25 ; R. 313-10-1 et s. CESEDA
	Autorisation de placement au pair de stagiaires « aides familiales »	Accord européen du 21/11/99, circulaire 90.20 du 23/01/99
6. HÉBERGEMENT COLLECTIF	Accusé de réception de la déclaration par un employeur de l'affectation d'un local à l'hébergement, mise en demeure et décision de fermeture concernant ce local	Articles 1, 5, 6, et 7 de la loi n°73-548 du 27 juin 1973

7. APPRENTISSAGE	Décision d'opposition à l'engagement d'apprentis et à la poursuite des contrats en cours	Articles L. 6225-1 et s. du CT, R 6223-16
8. AGENCES DE MANNEQUINS	Attribution, renouvellement, suspension, refus ou retrait de la licence d'agence de mannequins	Article L. 7123-14 et R 7123-8 à -17 du CT
9. TRAVAIL A DOMICILE	Établissement du tableau des temps nécessaires à l'exécution des travaux des travailleurs à domicile	Article L.7422-2 du CT
	Fixation du salaire horaire minimum et des frais d'atelier ou accessoires des travailleurs à domicile	Articles L7422-6 et 7422-11 du CT
10. JEUNES DE MOINS DE 18 ANS	Délivrance, renouvellement, suspension, retrait de l'agrément des cafés et brasseries pour employer ou recevoir en stage des jeunes de 16 à 18 ans suivant une formation en alternance	Articles L.4153-6, R. 4153-8 et s. du CT
	Délivrance, retrait des autorisations individuelles d'emploi des enfants dans les spectacles, les professions ambulantes et comme mannequins dans la publicité et la mode	Articles L. 7124-1 du CT
	Délivrance, renouvellement, retrait, suspension d'agrément de l'agence de mannequins lui permettant d'engager des enfants	Articles L 7124-5, et R 7124-1 du CT
	Fixation de la répartition de la rémunération perçue par l'enfant, employé dans les spectacles, les professions ambulantes ou comme mannequins dans la publicité et la mode, entre ses représentants légaux et le pécule ; autorisation de prélèvement	Article L 7124-9 et L 7124-10 du CT
11. CISSCT	Mise en place d'un CISSCT dans le périmètre d'un plan de prévision des risques technologiques (décision de mise en place, invitation des membres)	Articles L 4524-1 et R 4524-1 à R. 4524-9 du CT
12. MÉDAILLES DU TRAVAIL	Décisions d'attribution de la médaille d'honneur du travail	Décret n°84-591 du 4 juillet 1984 relatif à la médaille d'honneur du travail.

B - L'emploi	NATURE DU POUVOIR	RÉFÉRENCE RÉGLEMENTAIRE
1.EMPLOI	Conventions de revitalisation	Articles L.1233-85, D. 1233-37 et s. du CT
	Décision d'opposition à la qualification d'emploi menacés prévue aux articles L.2242-16 et L.2242-17 CT	Articles D.2241-3 et D.2241-4 CT
	Aide au conseil en matière de GPEC et actions de formation de salariés	Articles L. 5121-3 ; R. 5121-14 D. 5121-6 et 7 du CT
	Allocation d'activité partielle	Articles L. 5122-1, R. 5122-2 du CT,
	Conventions du Fonds national de l'emploi (FNE)	Articles L. 5123-1 et s. du CT
	Dispositif spécifique d'activité partielle en cas de réduction d'activité durable	Décret 2020-926 du 28 juillet 2020

	Décisions et conventions relatives à l'insertion par l'activité économique : entreprises d'insertion, entreprises de travail temporaire d'insertion, associations intermédiaires, ateliers et chantiers d'insertion et fonds départemental d'insertion	Articles L.5132-1 à L.5132-15-1 et R.5132-1 à R.5132-47
	Décisions et conventions relatives à l'insertion par l'activité économique : entreprises d'insertion par le travail indépendant	Article 83 de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel. Décret n°2018-1198 du 20 décembre 2018 relatif à l'expérimentation de l'élargissement des formes d'insertion par l'activité économique au travail indépendant.
	Déclaration et contrôle des organismes privés de placement	Article L. 5323-1 et s. du CT
	Décisions en matière d'exclusion ou réduction temporaire ou définitive du revenu de remplacement	Article L. 5426-2 du CT et s et R.5426-1 et s.
	Conventions avec les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)	Article D. 6325-24 du CT
	Prise en charge de la rémunération de certains stagiaires de la formation professionnelles	Articles R. 6341-37 et 38 du CT
	Attribution, extension, renouvellement, retrait d'agrément et de déclaration de toute personne morale ou entreprise individuelle qui exerce les activités de service à la personne	Articles L. 7232-1 et suivants du CT
	Conventions pour la promotion de l'emploi.	Circulaire DGEFP n°97-08 du 25/04/1997
	Agrément et radiation de la reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière et de production	Loi n°78-763 du 19/07/78 modifiée, décret n°93-1231 du 10 novembre 1993)
	Dispositifs locaux d'accompagnement	Article 61 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014.
	Agrément des comités de bassin d'emploi	Décret n°2002-790 du 3 mai 2002).
	Dispense du remboursement de l'aide financière et du versement des cotisations sociales dont le bénéficiaire a été exonéré, lorsque la perte du contrôle effectif de l'entreprise résulte de la cessation d'activité créée ou reprise, ou de la cession de l'entreprise dans le cadre d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire	Article R5141-6 du CT
2. TRAVAILLEURS HANDICAPÉS	Mise en œuvre des pénalités relatives au contrôle des déclarations des entreprises au titre de l'obligation d'emploi des personnes handicapées	Articles L. 5212-2 et L5212-6 à 11, R. 5212-31 du CT.

	Agrément des accords de groupe ou d'entreprise en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés	Articles L. 5212-8 et R. 5212-15 du CT.
	Aides financières en faveur de l'insertion en milieu ordinaire des handicapés	Articles L. 5213-10, R. 5213-35 et 38 du CT
	Aide au poste dans les entreprises adaptées	Article R. 5213-76 du CT
	Subvention d'installation d'un travailleur handicapé	Articles R. 5213-52, D. 5213-54 du CT
3.GARANTIE JEUNES	Décisions d'admission, de renouvellement, de suspension ou de sortie	Articles R5131-16 à R5131-18 du CT

- ◆ le service vétérinaire environnement et cadre de vie,
- ◆ le service vétérinaire santé et protection des productions animales,
- ◆ le service vétérinaire sécurité sanitaire des aliments,
- ◆ le service concurrence, consommation et répression des fraudes,
- ◆ le service solidarités et inclusion sociale,

A l'exclusion :

- des documents suivants :

- des correspondances relatives au contrôle de légalité,
- de toutes correspondances adressées aux cabinets ministériels,
- des circulaires aux maires,
- des correspondances adressées aux présidents des assemblées régionale et départementale, ainsi que les réponses aux interventions des parlementaires lorsqu'elles portent sur des compétences relevant de l'État,
- de la saisine de la juridiction administrative et de la chambre régionale des comptes,
- des conventions passées au nom de l'État avec le département, une ou plusieurs communes, leurs groupements ainsi que leurs établissements publics (article 10 du décret 82-389 du 10 mai 1982),
- des décisions d'attribution des subventions d'investissement de l'État,
- des décisions de fermeture administrative des établissements sociaux au titre du contrôle des conditions de sécurité sanitaire ou de salubrité,
- de la tarification des tutelles aux prestations sociales et des mesures de tutelle ou curatelle de l'État,
- de la constitution et la composition des comités et commissions institués par des textes législatifs ou réglementaires,
- des conventions associant les organismes publics ou privés locaux à l'exécution des missions de l'État,
- des décisions attributives de subventions de fonctionnement aux organismes publics ou privés imputés sur les crédits du budget du ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et du ministère de la santé ;
- les décisions relatives à la création, l'extension, la modification, l'autorisation et l'habilitation des établissements et services sociaux,
- tous les contentieux administratifs,

- des matières suivantes :

a) Hygiène et la sécurité sanitaire des aliments, et notamment l'inspection sanitaire et qualitative des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale :

- les arrêtés pris en application de l'article L.233-1 du code rural et de l'article L.218-3 du code de la consommation relatif à la fermeture d'établissement ou l'arrêt de certaines activités,
- la suspension ou le retrait des agréments délivrés au titre de l'article L.233-2 du code rural,

b) Santé et alimentation animale :

- le déclenchement d'un plan d'urgence en cas de suspicion ou de confirmation d'un foyer de maladie réputée contagieuse (article L.223-3 du code rural),
- la suspension ou le retrait des agréments délivrés au titre de l'article L.235-1 du code rural.

c) Protection de la faune sauvage captive :

- l'autorisation d'ouvertures des établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques (article R.412-2 du code rural).

ARTICLE 2 : M. Stéphane GUIGUET, directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, définira par arrêté pris au nom du Préfet, la liste nominative de ses subordonnés habilités à signer les décisions ou les actes précisément définis. L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 32-2021-01-07-002, du 7 janvier 2021, portant délégation de signature à M. Stéphane GUIGUET, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations du Gers, est abrogé à compter du 1^{er} avril 2021, date à laquelle le présent arrêté entre en vigueur.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral n°32-2020-08-24-017, en date du 24 août 2020, donnant délégation de signature à M. Christophe LEROUGE directeur régional de la DIRECCTE Occitanie, est abrogé à compter du 1^{er} avril 2021, date à laquelle le présent arrêté entre en vigueur.

ARTICLE 5 : Mme la secrétaire générale de la préfecture et M. le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Gers, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État.

Auch, le **30 MARS 2021**

Le Préfet,



Xavier BRUNETIERE

Secrétariat général commun départemental

32-2021-03-30-00003

Arrêté portant désignation de Monsieur
Christophe BOUILLY directeur départemental
des territoires du Gers par intérim



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture du Gers
Service du Secrétariat Général Commun Départemental
Bureau Accueil et Relations avec les Usagers**

ARRÊTÉ

portant désignation de Monsieur Christophe BOUILLY,
directeur départemental des territoires du Gers par intérim

Le Préfet du Gers
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code rural, notamment son article D 615-65 créé par le décret n° 2006-710 du 19 juin 2006 (article 7) ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code de la construction de l'habitation ;

VU le code du patrimoine ;

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de l'environnement ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée (notamment par l'article 132 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales) relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la république ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et ses décrets d'application ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2008-158 du 8 juin 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du 29 juillet 2020 nommant M. Xavier BRUNETIERE, préfet du Gers ;

VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;

VU le décret n° 2017-82 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;

3 Place du Préfet Claude Erignac – 32000 AUCH
Tél : 05 62 61 44.00
www.gers.gouv.fr

VU l'arrêté du 31 mars 2011 modifié portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté du 21 septembre 2012 du Premier ministre modifié nommant M. Philippe BLACHERE, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires du Gers à compter du 1^{er} novembre 2012 ;

VU l'arrêté du 20 novembre 2013 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion d'agents placés sous son autorité ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2016 portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'État ;

VU l'arrêté du 24 janvier 2019 du Premier ministre nommant M. Christophe BOUILLY, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, directeur départemental adjoint des territoires du Gers à compter du 11 février 2019 ;

VU l'arrête préfectoral n°32-2021-03-10-003 du 10 mars 2021 portant organisation de la direction départementale des territoires du Gers ;

VU la circulaire du 28 mars 2017 relative aux règles applicables en matière de délégation de signature des préfets ;

VU l'arrêté du 29 octobre 2020 renouvelant monsieur Philippe BLACHERE en qualité de directeur départemental des territoires du Gers pour la période du 1^{er} novembre 2020 au 1^{er} avril 2021 ;

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Monsieur Christophe BOUILLY, directeur départemental adjoint des territoires du Gers, est désigné directeur départemental des territoires par intérim à compter du 1^{er} avril 2021, durant toute la période de vacance de l'emploi de directeur départemental des territoires du Gers.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2021.

ARTICLE 3 : Mme la secrétaire générale et M. le directeur départemental des territoires par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Auch, le **30 MARS 2021**

Le Préfet,



Xavier BRUNETIERE

Secrétariat général commun départemental

32-2021-03-30-00002

Arrêté portant organisation de la direction
départementale de l'emploi, du travail, des
solidarités et de la protection des populations du
Gers



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture

ARRÊTÉ
portant organisation de la direction départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Gers

Le Préfet du Gers
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n° 95-115 du février 1995 modifiée pour l'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, notamment son article 25 ;

VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

VU le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 modifié portant Charte de la déconcentration ;

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant Monsieur Xavier BRUNETIERE, en qualité de Préfet du Gers ;

VU le décret no 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

VU l'arrêté n°2020--10-14-007 du 14 octobre 2020 relatif à la création du secrétariat général commun départemental du Gers ;

VU l'arrêté 32-2020-12-22-006 du 22 décembre 2020 portant organisation de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Gers ;

VU la proposition du préfigurateur de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Gers ;

VU l'avis de la réunion du comité technique de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection de la population du Gers (DDCSPP) en date du 16 mars 2021 ;

VU l'avis du comité technique des services déconcentrés de la la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi DIRECCTE Occitanie en date du 4 mars 2021 et du 15 mars 2021 ;

VU l'accord du préfet de la région Occitanie en date du 22 mars 2021 après présentation du projet d'arrêté au comité de l'administration régionale ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{ER}:La direction départementale de l'emploi, du travail des solidarités et de la protection des populations du Gers exerce, sous l'autorité du préfet du Gers, à l'exception des services relevant du système d'inspection et de législation du travail, les attributions définies aux articles 4 et 5 du décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles.

ARTICLE 2 : L'organigramme de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Gers (DDETS-PP) est fixé comme suit :

- ◆ la direction,
- ◆ le pôle travail, ayant pour missions :
 - le contrôle de l'application de la réglementation du travail ;
 - le dialogue social ;
 - la gestion et l'indemnisation des conseillers du salarié ;
 - les renseignements en droit du travail ;
 - l'instruction des demandes de ruptures conventionnelles individuelles ;
 - l'enregistrement des accords d'entreprise ;
 - les décisions administratives de dérogation au repos hebdomadaire.

◆ sept services :

- x le service entreprises, insertion, emploi et développement des compétences, ayant pour missions :
 - l'insertion professionnelle ;
 - l'économie sociale et solidaire (ESS) ;
 - l'animation des politiques de l'emploi ;
 - les mutations économiques ;
 - le développement des compétences ;
 - les services à la personne (SAP) : Instruction des dossiers de déclaration et d'agrément ;
 - l'instruction des demandes des médailles du travail.

- x le service solidarités et inclusion sociale, ayant pour missions :
 - la lutte contre les exclusions ;
 - la politique de l'asile ;
 - la protection des personnes vulnérables ;
 - le secrétariat du comité médical et de la commission de réforme ;
 - les financements et tarifications des opérateurs sociaux ;
 - l'inspection et le contrôle des établissements et vacances adaptées organisées (VAO) ;

- x le service droits des femmes, égalité, prévention des discriminations et de la radicalisation, ayant pour missions :
 - la prévention des violences sexistes et familiales ;
 - l'égalité entre les femmes et les hommes ;
 - la prévention des discriminations et de la radicalisation ;
 - les établissements d'information, de conseil conjugal et familial ;

- x le service vétérinaire environnement et cadre de vie ayant pour missions :
 - Santé des animaux :
 - veille sanitaire, prévention et lutte contre les maladies animales ;
 - filières aquaculture, apiculture, équidés, carnivores domestiques.

 - Protection de l'environnement :
 - installations classées pour la protection de l'environnement en élevage et en agroalimentaires ;
 - détention des animaux non domestiques ;
 - sous-produits animaux, équarrissage, méthaniseurs, compostage, collecte.

 - Budget métier des services vétérinaires :
 - gestion et contrôle budgétaire ;
 - services faits, mémoires vétérinaires, indemnisation éleveurs.

 - Échanges et exportations :
 - animaux de compagnie ;
 - équidés et poissons ;
 - apiculture.

 - Coordination services vétérinaires et prélèvements plans de contrôle et de surveillance des aliments.

- Bien-traitance animale :
 - protection animale, gestion des plaintes et des suites judiciaires des animaux de compagnie domestiques et équidés ;
 - transports d'animaux vivants.

- x le service vétérinaire santé et protection des productions animales, ayant pour missions :
 - santé des animaux de rente ;
 - contrôle des intrants : pharmacie vétérinaire et alimentation animale ;
 - échanges et exportations des animaux destinés à la consommation ;
 - prélèvements en élevage des plans de contrôle et de surveillance des aliments ;
 - bien-traitance animale :
 - protection animale ;
 - gestion des plaintes et des suites judiciaires des animaux de rente ;
 - contrôle conditionnalité.

- x le service vétérinaire sécurité sanitaire des aliments, ayant pour missions :
 - Unité inspections itinérantes :
 - ateliers fermiers ;
 - établissements de découpe et de transformation ;
 - restauration collective ;
 - remise directe au consommateur ;
 - toxi-infection alimentaire, alertes, signalement.

 - Unité abattoirs :
 - Inspection permanente abattoirs de boucherie ;
 - Inspection abattoirs de volailles.

 - Échanges et exportations des denrées animales ou d'origine animale.

- x le service concurrence, consommation et répression des fraudes ayant pour missions
 - Produits alimentaires et non alimentaires :
 - règles de loyauté ;
 - contrôle de la première mise sur le marché ;
 - signes de qualité ;
 - sécurité des produits et des services.

 - Protection économique du consommateur :
 - pratiques commerciales réglementées ou illicites ;
 - ventes soumises à autorisation ou réglementées ;
 - régulation du commerce ;
 - veille concurrentielle, prix et tarifs publics ;
 - information générale du consommateur ;
 - partenariat France service.

 - Échanges et exportations :
 - denrées d'origine végétales ;
 - compléments alimentaires.

- Plans de contrôle et de surveillance des aliments :
 - alimentation animale ;
 - denrées végétales ;
 - denrées animales et d'origines animales.
- Contentieux.

ARTICLE 3 : Les services de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations sont implantés à Auch sur les sites :

- de la cité administrative, place de l'ancien foirail ;

- de la Caillaouère, 8 chemin de la Caillaouère ;

- de Boubée, 27bis chemin de Boubée.

ARTICLE 4 : L'arrêté n° 32-2020-12-22-010, du 22 décembre 2020, portant organisation de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Gers, est abrogé à compter du 1^{er} avril 2021, date à laquelle le présent arrêté entre en vigueur.

ARTICLE 5 : Mme la secrétaire générale de la préfecture et M. le directeur de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Gers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État.

Auch, le **30 MARS 2021**

Le Préfet,



Xavier BRUNETIERE